



GOUVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

INSTRUCTION INTERMINISTERIELLE N° DSS/SD1C/DGS/PP3/2021/262 du 27 décembre 2021 relative à la prise en charge des aides auditives dans le cadre de la réforme « 100% santé ».

Le ministre de l'économie, des finances et de la relance
Le ministre des solidarités et de la santé

à

Monsieur le directeur général de l'union nationale des caisses d'assurance maladie
(UNCAM)

Monsieur le directeur général de la caisse nationale de l'assurance maladie (CNAM)
Monsieur le directeur général de la caisse centrale de la mutualité sociale agricole (CCMSA)

Référence	NOR : SSAS2138978J (numéro interne : 2021/262)
Date de signature	27/12/2021
Emetteur(s)	Ministre de l'économie, des finances et de la relance Ministère des solidarités et de la santé Direction de la sécurité sociale Direction générale de la santé
Objet	INSTRUCTION relative à la prise en charge des aides auditives dans le cadre de la réforme "100% santé".
Commande	Garantir l'accord de prise en charge, jusqu'au 30 septembre 2022, des aides auditives, pour les adultes et les enfants de plus de 6 ans, primo-prescrites par les médecins généralistes qui n'ont pas suivi un parcours de développement professionnel continu (DPC) en « Otologie médicale »
Action(s) à réaliser	Absence de refus de prise en charge par l'assurance maladie malgré l'absence de formation du médecin généraliste
Echéance(s)	Jusqu'au 30 septembre 2022
Contact(s) utile(s)	Sous-direction SD1 Bureau des produits de santé 1C Personne chargée du dossier : Charlotte MASIA Tél. : 01 40 56 79 11 Mél. : charlotte.masia@sante.gouv.fr
Nombre de pages et annexe(s)	Une page sans annexe

Catégorie <i>(si dépôt site Légifrance)</i>	mise en œuvre des réformes et des politiques publiques comportant des objectifs ou un calendrier d'exécution.
Résumé	La présente instruction modifie les conditions de mise en œuvre de la réforme de la prise en charge des aides auditives, s'agissant des conditions de primo-prescription des aides auditives.
Mention Outre-mer	Ces dispositions s'appliquent dans les départements et régions d'Outre-mer, à Saint Barthélemy et à Saint Martin.
Mots-clés	Dispositifs médicaux ; prescription ; aides auditives ; 100% santé
Classement thématique	Administration centrale
Texte(s) de référence	Arrêté du 14 novembre 2018 portant modification des modalités de prise en charge des aides auditives et prestations associées au chapitre 3 du titre II de la liste des produits et prestations prévue à l'article L. 165-1 du code de la sécurité sociale.
Circulaire / instruction abrogée	Instruction interministerielle n° DSS/SD1C/2019/265 du 20 décembre 2019 relative à la prise en charge des aides auditives dans le cadre de la réforme "100% santé". Instruction interministerielle n° DSS/SD1C/2020/125 du 22 juillet 2020 relative à la prise en charge des aides auditives dans le cadre de la réforme "100% santé". Instruction interministerielle n° DSS/SD1C/2021/63 du 16 mars 2021 relative à la prise en charge des aides auditives dans le cadre de la réforme "100% santé".
Document opposable	Oui
Déposée sur le site Légifrance	Oui
Publiée au BO	Non
Date d'application	Immédiate

La réforme des conditions de prise en charge des aides auditives permet de proposer des aides auditives sans reste à charge, grâce à l'intervention combinée des assurances maladie obligatoire et complémentaires pour les assurés ayant souscrit un contrat responsable. La présente instruction modifie les modalités de mise en œuvre progressive de cette réforme concernant l'application des conditions relatives à la qualité du médecin prescripteur s'agissant de la primo-prescription d'aides auditives pour les adultes et les enfants de plus de 6 ans, dont l'entrée en vigueur avait été décalée au 31 décembre 2021 par l'instruction DSS/SD1C/2021/63 susvisée.

L'alinéa V.1.1 de l'article 1 de l'arrêté du 14 novembre 2018, portant modification des modalités de prise en charge des aides auditives et prestations associées au chapitre 3 du titre II de la liste des produits et prestations prévue à l'article L. 165-1 du code de la sécurité sociale, et entré en vigueur le 1^{er} janvier 2019, précise les conditions de prescription relatives à un premier appareillage : « La prescription est réalisée par un médecin oto-rhino-laryngologiste (ORL), ou un médecin généraliste dont le parcours de développement professionnel continu (DPC) en « Otologie médicale » est attesté par le Collège de médecine générale (CMG), selon l'article R. 4021-4.-I. du code de la santé publique, sur des règles communes recommandées par le

Collège de médecine générale (CMG) et le Conseil national professionnel d'ORL (CNPORL) et validé par le Conseil national de l'Ordre des médecins (CNOM). »

Par dérogation à l'article 3 de l'arrêté susmentionné prévoyant que « Les dispositions relatives au parcours de développement professionnel continu en « Otologie médicale » mentionnées au paragraphe V.1.1 de l'article 1er entrent en vigueur le 1er janvier 2020 », et à la suite notamment de la suspension de la mise en place du parcours de développement « Otologie médicale » pendant la période d'urgence sanitaire, et sans préjudice des autres dispositions, les médecins généralistes qui ne pourraient se prévaloir d'un parcours de développement professionnel continu en « Otologie médicale » sont toutefois autorisés à prescrire des aides auditives lors de la prescription relative à un premier appareillage, pour les adultes ou les enfants de plus de 6 ans, jusqu'au 30 septembre 2022. Cette nouvelle et ultime dérogation exceptionnelle fait suite aux engagements stricts des professionnels de santé concernés s'agissant de la mise en œuvre des conditions de formations minimales requises mentionnées à l'article 3 de l'arrêté susmentionné permettant le dépôt d'actions auprès de l'Agence nationale du Développement professionnel continu, leur validation, puis la formation des professionnels inscrits pendant ce nouveau délai accordé.

Pour les ministres et par délégation :
Le Directeur de la Sécurité Sociale



Franck VON LENNEP

Pour le ministre et par délégation :
Le Directeur général adjoint de la santé

